

Je suis très heureuse de vous rencontrer ici dans la ville de Vancouver, à peu près au milieu du Mois canadien de l'exportation.

Pour la quatrième année consécutive, le gouvernement et le secteur privé ont utilisé le Mois canadien de l'exportation pour faire ressortir l'importance du commerce pour notre vie nationale et rendre hommage aux Canadiens qui ont remporté des succès commerciaux au-delà de nos frontières. Ce mois est important parce que, comme vous le savez mieux que personne, notre capacité de répondre à nos besoins intérieurs dépendra du succès avec lequel nous satisferons à la demande internationale. Le Mois canadien de l'exportation est une manière efficace d'attirer l'attention de tous les Canadiens sur l'importance des exportations pour notre pays.

La semaine dernière, dans mon premier discours officiel à la Chambre des communes à titre de ministre du Commerce extérieur, j'ai exposé les priorités du gouvernement dans ce secteur critique de notre politique nationale. Ce soir, je veux reprendre certains thèmes contenus dans ce discours et vous adresser, de même qu'à tout le peuple canadien, un message simple mais essentiel.

Permettez-moi de commencer en exposant la manière dont le gouvernement aborde la politique commerciale. Une approche réaliste doit tenir compte des changements globaux profonds amenés par les technologies de pointe, le changement des intervenants dans l'économie globale et le fait que les règles internationales actuelles du commerce ne sont pas satisfaisantes.

Dans notre politique, c'est précisément ce que nous cherchons à faire. Il n'y a aucun doute que le commerce extérieur, les investissements et la technologie ont créé un monde interdépendant, que les pays dépendent de plus en plus les uns des autres - à titre de prêteurs et d'emprunteurs ou d'acheteurs et de vendeurs - mais les entreprises de ces différents pays se livrent une concurrence plus forte que jamais. La concurrence globale est, sans contredit, en hausse.

Pour un pays comme le Canada, dont le marché interne est plutôt limité, la politique commerciale doit pouvoir s'adapter à l'économie globale changeante afin de protéger nos intérêts. Pour le gouvernement, l'un des meilleurs moyens d'obtenir des renseignements exacts sur les tendances changeantes du commerce international est de demander l'avis de ceux qui y sont effectivement engagés.